

Guy Parmelin sans hallebarde à Bruxelles

SUISSE-UE Le président de la Confédération et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé hier les «bilatérales III» au Berlaymont. Une cérémonie à laquelle se sont invitées les tensions au Moyen-Orient

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Une Ursula von der Leyen tout sourire, détendue, et un Guy Parmelin un peu raide, qui n'avait rien d'un poisson dans l'eau. La présidente de la Commission européenne et le président de la Confédération ont signé hier le paquet d'accords Suisse-UE, ou «bilatérales III», dans le VIP Room du Berlaymont, devant des crépitements de flashes, quelques journalistes et des négociateurs soulagés d'être arrivés au bout de leur chemin de croix. A l'extérieur du bâtiment sis en plein cœur de Bruxelles, le drapeau suisse flottait aux côtés des drapeaux européens.

«Nous voulons désormais regarder en avant et plus en arrière»

URSULA VON DER LEYEN, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Ironie du sort, c'est donc l'UDC Guy Parmelin, dont le parti combat les accords à coups de hallebardes et dénonce un acte de «soumission» à Bruxelles, qui a dû se prêter au jeu. Sa venue dans la capitale européenne lui a inévitablement rappelé son déplacement au printemps 2021, pour une réunion de la «dernière chance» avec la présidente de la Commission, quelques semaines avant le psychodrame du 26 mai et l'abandon unilatéral par le Conseil fédéral de l'accord-cadre institutionnel. C'est lui qui s'était attiré les foudres d'Ursula von der Leyen en rompant les négociations. «Il se trouve en effet que j'étais dans les mêmes habits de président. Mais j'ai quand même changé de costume», a ironisé hier Guy Parmelin, en fin de cérémonie, sans s'épancher davantage sur cette situation cocasse.



Guy Parmelin et Ursula von der Leyen lors de la signature du paquet d'accords Suisse-UE. (BRUXELLES, 2 MARS 2026/NICOLAS TUCAT/AFP)

Depuis, l'orage a passé. Et l'acte officiel d'hier vient s'imposer comme une nouvelle étape d'une très longue et complexe saga en dents de scie, faite de rupture, de difficultés à retrouver une confiance mutuelle et de négociations (relancées en 2024) tendues. La suite est connue: pendant que le processus législatif suit son cours au sein de l'UE, le parlement fédéral se penchera sur les accords et une votation populaire pourrait avoir lieu fin 2027, ou même en 2028.

A Bruxelles, la cérémonie de la signature a donné lieu à une chorégraphie minutieuse. Une poignée

de mains devant les médias, les derniers détails et échanges à régler à huis clos, puis une réapparition devant la presse, pour deux allocutions. Et enfin, la signature du paquet d'accords qui vise à consolider et moderniser les relations entre l'UE et la Suisse, de la libre circulation des personnes à l'énergie, en passant par la santé, les transports ou la recherche. Ursula von der Leyen et Guy Parmelin, côte à côte, ont apposé leur signature sur 18 actes juridiques (17 accords et une déclaration commune). Et à ce jeu-là, le président de la Confédération, dont le stylo

crissait sur les feuilles, était le plus rapide. Mais toujours pas l'ombre d'un sourire. Sauf du côté d'Ursula von der Leyen, qui s'amusait de la rapidité de son «dear Guy». Enfin, une dernière photo, avec les négociateurs en chef, Richard Szostak, du côté de l'UE, et l'ambassadeur Patric Franzen, côté suisse, ainsi que le commissaire européen Maros Sefcovic.

«Un jour important»

En cherchant régulièrement des yeux son interlocuteur qui préférerait avoir les siens rivés sur le discours qu'il allait prononcer, Ursula

von der Leyen louait quelques minutes plus tôt la «très bonne nouvelle». «Aujourd'hui est un jour important pour l'Union européenne et pour la Suisse. Car si l'UE et la Suisse sont voisines sur le plan géographique, elles sont aussi partenaires par choix», a-t-elle lancé, après avoir listé les avantages des accords. Elle avait auparavant tenu à s'exprimer sur la situation au Moyen-Orient, condamnant les nombreuses attaques de représailles «imprudentes et aveugles menées par l'Iran», dont une «attaque de drones visant la base aérienne britannique à Chypre».

Guy Parmelin a lui aussi fait passer l'Iran avant Bruxelles. Puis a parlé des accords passés avec l'UE comme d'un «ensemble équilibré, du point de vue du Conseil fédéral», «pragmatique et mutuellement avantageux, moteur de prospérité, d'emploi et de stabilité». Un premier accord, sur la participation de la Suisse aux programmes de l'UE – dont Erasmus+ et Horizon Europe –, a été signé le 10 novembre, comme partie anticipée des bilatérales III. C'est la seule exception. Guy Parmelin a, comme Ursula von der Leyen, salué le travail des négociateurs présents dans la salle. Sauf que lui n'a pas cité Maros Sefcovic.

Appel à une nouvelle dynamique

A l'heure des questions, les obstacles potentiels à une mise en œuvre des accords ont bien sûr été abordés. Avec plusieurs éléphants dans la pièce. Quid, par exemple, de la votation de juin sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» de l'UDC? Guy Parmelin assure qu'une acceptation du texte n'impliquerait pas de «dénonciation immédiate de l'accord sur la libre circulation des personnes». Ursula von der Leyen a préféré de son côté dire «faire confiance». Et que se passerait-il si le paquet d'accords est présenté scindé en quatre, comme l'a évoqué le Conseil fédéral, et que celui sur l'électricité par exemple ne passe pas mais les autres oui? Là, encore, Ursula von der Leyen, a préféré noyer le poisson et dire croire en des «résultats positifs». «Car nous avons travaillé intensément». «Nous voulons désormais regarder en avant et plus en arrière», a-t-elle conclu. Un appel clair à une nouvelle dynamique dans les relations entre la Suisse et l'UE.

Un peu plus tard, un haut fonctionnaire de l'UE a laissé transparaître une certaine impatience à l'idée qu'une votation suisse, qui scellera définitivement le sort des accords, pourrait n'intervenir qu'en 2028. ■